Réduire la trop inégale répartition des richesses pour combattre la crise

Autor(en): **Delley**, **Jean-Daniel**

Objekttyp: Article

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - (2011)

Heft 1926

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1025813

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek* ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

communes est probablement plus important dans une élection communale que dans un autre scrutin. Dans les petites communes, on vote pour choisir des candidats connus de chacun.

Réduire la trop inégale répartition des richesses pour combattre la crise

Jean-Daniel Delley • 26 septembre 2011 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/18614

Comment le capitalisme est en train de s'autodétruire

Les entreprises américaines disposent d'un cash flow de 2000 (deux mille) milliards de dollars. Les firmes cotées en bourse engrangent des bénéfices record. Et leurs dirigeants ont retrouvé les bonus d'avant la crise financière de 2008-2009. Dans le même temps, les caisses publiques sont au régime sec, le chômage persiste ou croît et le revenu disponible des salariés stagne quand il ne baisse pas.

Pour comprendre ce paradoxe, il faut relire le petit ouvrage de Patrick Artus et Marie-Paule Virard, paru en 2005 déjà (DP 1749 ²). Le capitalisme actuel, obsédé par le profit à court terme, n'a plus de projets, n'investit plus pour préparer l'avenir: il est en voie de s'autodétruire.

Ce diagnostic commence à faire des adeptes jusque dans les rangs libéraux. Dans un remarquable article sur la crise économique et financière (*Das Magazin*34/2011), le journaliste Daniel Binswanger cite un gourou américain ³ de la finance qui confie au *Wall Street Journal* que Marx avait

raison, le capitalisme est en train de s'autodétruire. Il mentionne également les interrogations de Charles $\underline{\text{Moore}}$ 4 , un thuriféraire et biographe de Margaret Thatcher, qui se demande si la gauche n'a pas finalement raison. Et le constat de Frank Schirrmacher, coéditeur de la très bourgeoise Frankfurter Allgemeine Zeitung, pour qui les principes mêmes du libéralisme – liberté, autonomie et autodétermination - sont trahis par le capitalisme.

Binswanger rappelle que les Trente glorieuses de l'aprèsguerre ont sévèrement démenti la prévision marxienne de la paupérisation des salariés. Les revenus de ces derniers ont au contraire fortement progressé et rendu possible la consommation de masse. Mais une nouvelle ère s'est ouverte, celle de la déréglementation, tout d'abord dans les années 80 dans les pays anglo-saxons, puis une décennie plus tard en Europe continentale.

Alors que la croissance économique continue de créer de la richesse, une pression à la baisse s'exerce sur les revenus les plus bas et ceux de la classe moyenne stagnent, voire même diminuent. Le déséquilibre de la répartition de la richesse entre le capital et le travail et entre les bas et les hauts salaires s'accroît. Pour la *doxa* néolibérale, ce déséquilibre n'est que temporaire; cette concentration de la richesse doit finalement profiter à tous par le biais des investissements et de la création d'emplois. La réalité n'a pas confirmé cette théorie. L'oligarchie financière, obnubilée par les gains à court terme, a couru de bulle en bulle spéculative. Sa répulsion à l'égard des interventions publiques ne l'empêche pas de solliciter l'aide de l'Etat en cas de besoin. Et de repartir aussitôt dans sa stratégie de casino.

Les Etats ont cru s'en tirer en jouant le jeu de la sous-enchère fiscale pour attirer les entreprises et les contribuables aisés. Au final ils accumulent les déficits – il faut bien amortir socialement les échecs du marché – et les dettes. Et ils appliquent des politiques d'austérité qui ne font qu'aggraver le mal.

Si le creusement des inégalités de revenu traduit l'échec d'un marché insuffisamment régulé, il met aussi en péril la cohésion sociale et mine les conditions d'un fonctionnement démocratique, ouvrant la voie aux aventures populistes. La réglementation du système bancaire et une discipline budgétaire sont certes indispensables pour surmonter la crise actuelle. Mais ce redressement passe aussi par une distribution plus équilibrée de la richesse produite.

Le temps est venu de réhabiliter la fiscalité pour

donner aux collectivités publiques les moyens d'accomplir leurs tâches. Une fiscalité qui respecte le principe de la capacité contributive, mis à mal par deux décennies de dégradation de la progressivité de l'impôt et d'augmentation des taxes, cotisations et tarifs des services publics qui frappent indistinctement tous les niveaux de revenu.

Le temps est venu également pour les entreprises de comprendre que la masse salariale n'est pas seulement un coût à compresser continuellement. Elle est aussi l'oxygène indispensable au fonctionnement de l'économie, ce qu'un Henry Ford avait saisi au début du siècle passé.

Binswanger interroge également ce modèle de développement qui privilégie les exportations, la balance commerciale positive des uns engendrant le déficit commercial des autres: «Celui qui pousse ses clients à la faillite a un problème avec son modèle d'affaires».

Ce journal et le site sont publiés par la SA des éditions Domaine Public

P.A. Alex Dépraz - Chemin de Chandieu 10 - CH 1006 Lausanne - CP 10-15527-9 Lausanne

Liens

- 1. http://www.domainepublic.ch/pages/1926#
- 2. http://www.domainepublic.ch/articles/9639
- 3. http://online.wsj.com/video/roubini-warns-of-global-recession-risk/C036B113-6D5F-4524-A5AF-DF2F3E2F8735.html
- 4. http://www.telegraph.co.uk/news/politics/8655106/Im-starting-to-think-that-the-Left-might-actually-be-right.html
- 5. http://www.scris.vd.ch/